



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
aux Affaires Départementales**

Arrêté n°2026 SGAD/BE-001 en date du 8 janvier 2026

modifiant l'arrêté préfectoral n° 2014-DRCLA/BUPPE-177 du 21 juillet 2014 autorisant Monsieur le Président Directeur Général de la société PBL à exploiter, sous certaines conditions, 47 rue Norbert Portejoie, communes de Saint-Pierre-d'Exideuil et Civray, un établissement spécialisé dans la production d'outils coupants pour la motoculture et l'agriculture, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Société OREGON TOOL CIVRAY – site de Saint-Pierre-d'Exideuil

AIOT n°0007201688

**Le Préfet de la Vienne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-DRCLA/BUPPE-177 du 21 juillet 2014 autorisant Monsieur le Président Directeur Général de la société PBL à exploiter, sous certaines conditions, 47 rue Norbert Portejoie, communes de Saint-Pierre-d'Exideuil et Civray, un établissement spécialisé dans la production d'outils coupants pour la motoculture et l'agriculture, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du 3 juillet 2014 identifiant la société sous la dénomination sociale « BLOUNT CIVRAY » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-114 du 2 juin 2015 portant mise à jour du classement des installations exploitées au titre des installations classées par la SAS BLOUNT CIVRAY 47 rue Norbert Portejoie 86 400 Saint-Pierre-d'Exideuil ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-DCPPAT/BE-150 du 9 juillet 2021 portant mise à jour du classement de la société BLOUNT CIVRAY pour son installation sur la

commune de Saint-Pierre d'Exideuil, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du 2 février 2022 identifiant la société sous la dénomination sociale « OREGON TOOL CIVRAY » ;

Vu la demande de l'exploitant du 23 décembre 2025 de modifier l'exutoire des rejets des eaux des tours aéroréfrigérantes ;

Vu le rapport de synthèse et les propositions de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2026 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral qui a été notifié à l'exploitant le 24 décembre 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant au projet d'arrêté formulées par courriel en date du 6 janvier 2026

Considérant les éléments fournis par l'exploitant permettant de considérer les modifications comme non substantielles ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1-Identification

Les dispositions applicables à la société Oregon Tool Civray, dont le siège social est situé 47 rue Norbert Portejoie à Saint-Pierre-d'Exideuil (86 400), pour l'établissement qu'elle exploite à cette même adresse, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - Localisation des points de rejet

Les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1	N°2	N°3 (4 points de rejet pour les tours aéroréfrigérantes)
Nature des effluents	Eaux domestiques	Eaux pluviales	Eaux industrielles (uniquement eaux des tours aéroréfrigérantes)
Débit maximal journalier (m³/jj)	6		170
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux usées communal	Bassin de décantation de 1 200 m³	Bassin de décantation de 1 200 m³
Traitement avant rejet		Dégrilleur puis séparateur hydrocarbures	Dispositif physico-chimique puis analyses
Milieu naturel ou de station de traitement collective	Station d'épuration communale de Civray	Milieu naturel (fossé puis vers « La Charente »).	Milieu naturel (fossé puis vers « La Charente »).

»

ARTICLE 3 - Valeurs limites d'émission des eaux des tours aéroréfrigérantes dans le milieu naturel

Les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 susvisé sont remplacées par les suivantes :

«

ARTICLE 4.3.9.1 Rejets TAR dans le milieu naturel

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°3

Chacun des 4 points de rejet d'eaux résiduaire doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- phosphore :
 - flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
 - flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
 - flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- fer et composés : 5 mg/l ;
- plomb et composés : 0,5 mg/l ;
- nickel et composés : 0,5 mg/l ;

- arsenic et composés : 50 µg/l ;
- cuivre et composés : 0,5 mg/l ;
- zinc et composés : 2 mg/l ;
- THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ;
- composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

»

ARTICLE 5 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télerecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : www.telerecours.fr

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

ARTICLE 6 - Publication

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposé en mairie de Saint-Pierre-d'Exideuil, et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Pierre-d'Exideuil pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au préfet.

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques « politiques publiques – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles ») pendant une durée minimale de quatre mois.

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, la maire de Poitiers et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

ARTICLE 7 - Exécution et notification

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de Saint-Pierre-d'Exideuil sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- monsieur le directeur de la société Oregon Tool Civray,
et dont copie sera transmise à :
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- monsieur le maire de Saint-Pierre-d'Exideuil.

L'arrêté est consultable à la préfecture ainsi qu'à la mairie de Saint-Pierre-d'Exideuil.

Poitiers, le 8 janvier 2026

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Murièle BOIREAU

